

Master Recherche Domaine Droit Economie Gestion

Mention Droit Privé, sciences criminelles et carrières judiciaires Spécialité Droit privé

RNCP13458 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	128
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	31/10/2019

Certificateur(s)

UNIVERSITE DE MONTPELLIER I

<http://www.univ-montp1.fr>

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

Selon le métier exercé, le titulaire du Master Recherche Droit privé – parcours droit privé fondamental

- assure des enseignements théoriques et pratiques auprès d'étudiants ou de personnes en formation continue
- assiste et conseille les étudiants dans leur travail
- dirige des recherches (mémoires, thèses....)
- participe à des programmes de recherche
- recherche, analyse et synthétise l'information
- valorise l'information
- publie articles et ouvrages
- participe à des colloques et manifestations scientifiques
- conseille ses employeurs ou ses clients
- rédige des actes juridiques
- prévient, anticipe ou gère les litiges
- représente ses employeurs ou ses clients
- assiste les magistrats dans la préparation de leurs décisions

Selon le métier exercé, le titulaire du Master Recherche Droit privé – parcours droit privé économique

- conseille les dirigeants de l'organisme dans lequel il travaille ou les clients de celui-ci
- suit l'évolution de la réglementation, nationale et européenne
- applique et fait appliquer la réglementation
- prévient les litiges ou les résout sur le plan juridique
- analyse les problèmes juridiques et propose des solutions amiables ou judiciaires
- accompagne ou représente son organisme ou ses clients devant les juridictions
- recherche et synthétise les informations juridiques
- rédige des mémoires, des contrats, des actes et des dossiers juridiques
- rédige des notes de recherche

- participe aux arbitrages
- participe à des dossiers collectifs destinés à l'Union Européenne, aux services de l'Etat, à des associations de consommateurs

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Pour mener à bien ses activités, le titulaire du Master Droit privé maîtrise :

- la méthodologie de la recherche
- la méthodologie du raisonnement juridique, et plus largement de la logique
- les techniques pédagogiques
- les techniques d'expression écrite et orale
- les techniques de recherche et d'analyse de l'information

Il est capable de :

- adapter son discours à ses interlocuteurs
- poser les questions pertinentes sur le plan juridique
- argumenter, écouter, négocier et convaincre
- synthétiser et valoriser les informations
- prendre des décisions

Il connaît le droit privé : droit civil, droit commercial, droit du travail, droit des créations immatérielles (propriété intellectuelle) ainsi que la procédure civile.

Il maîtrise l'outil bureautique.

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Il travaille dans une université, une juridiction, un laboratoire de recherche, un cabinet de juriste conseil, un cabinet d'avocat, une entreprise publique ou privée, une association, une collectivité.

Il exerce son activité professionnelle en tant que fonctionnaire, salarié ou en tant que profession libérale.

Pour le titulaire du parcours droit privé économique, les débouchés professionnels se situent prioritairement dans le secteur de la distribution.

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Ce professionnel peut prétendre aux métiers suivants, dont certains supposent d'avoir réussi au concours d'accès :

- enseignant – chercheur (professeur, maître de conférences)
- chercheur
- magistrat
- avocat
- huissier de justice
- conseiller juridique
- responsable de service juridique
- cadre juridique dans l'administration ou en entreprise privée
- assistant de justice

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

A compléter (Reprise)

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE

Personnes ayant contribué aux enseignements (Loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 modifiée sur l'enseignement

supérieur)

COMPOSITION DU JURY — VAE

Enseignants chercheurs et professionnels (Décret 2002-590 du 24 avril 2002)

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement 31/10/2019

Pour plus d'informations

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/13458/>